



## CDAS du 28 novembre 2016

### Déclaration liminaire intersyndicale

Monsieur le président,

A l'appel national de nos organisations syndicales, la journée de grève et d'action du 15 novembre, point d'étapes dans le processus de mobilisation, a eu un large écho par le nombre de grévistes, par le grand nombre de services fermés, mais aussi par une couverture médiatique locale et nationale importante.

La mobilisation est du même niveau que celui de 2009. Le mécontentement est progressif dans le collectif DGFIP. Toutes les catégories de personnels, y compris les encadrants, ont montré ce jour-là leur ras le bol.

Nos organisations syndicales n'ont eu de cesse d'exprimer auprès de la Direction générale le malaise grandissant de l'ensemble des personnels.

Aujourd'hui, ces derniers ont signifié aux responsables politiques et administratifs, en participant de façon importante à cette journée de grève, leur refus de voir :

- le démantèlement organisé de la DGFIP
- l'augmentation de la charge de travail
- la dégradation de l'exercice de leurs missions
- la dégradation de leurs conditions de vie au travail
- l'absence de reconnaissance de leurs qualifications
- la fragilisation de l'action sociale par la baisse scandaleuse de son budget

Quand on sait la difficulté à mobiliser les citoyens-salariés confrontés à une bien triste réalité financière qui les empêche d'exprimer plus massivement encore leur désapprobation vis-à-vis de la politique conduite par leur employeur, le chiffre d'un agent sur 4 mobilisé à la DGFIP révèle une exaspération bien profonde et un malaise bien réel qui se dégage des services au travers de la dégradation des conditions de vie au travail.

Mais l'expression des agents concerne aussi leurs craintes pour le futur.

**Le CTR emplois a validé les nouvelles 1815 suppressions d'emplois 2017 .**

Personne de sensé ne comprend comment on peut supprimer autant d'emplois au sein de l'administration fiscale (plus de 35 000 en 15 ans) alors que les caisses de l'Etat n'ont jamais été autant déficitaires et que, dans le même temps, la fraude et l'évasion fiscale n'ont jamais été aussi élevées en France.

Une nouvelle fois et en toute responsabilité, nos organisations ne prendront pas part à ce simulacre de dialogue social qui entérine la mort décidée de la DGFIP.

Nous dénonçons cette politique qui organise une concurrence économique déloyale, développe les injustices et favorise les inégalités fiscales et sociales sur notre territoire.

Ces choix, assumés par nos gouvernants, ne correspondent pas à notre conception sociétale.

L'action sociale pâtit également de la recherche effrénée d'économies budgétaires. Dans un contexte rendu pourtant plus difficile par la décision politique, le budget d'initiatives locales en baisse depuis plusieurs années, ne permet plus d'offrir des actions de secours suffisantes à destination des agents.

Vous comprendrez sûrement qu'en toute cohérence, nous ne pouvons siéger au sein de cette instance dont le rôle devrait être d'améliorer les conditions de vie des agents (actifs ou retraités) et de leur famille, mais dont les possibilités d'actions sont réduites tous les ans.